

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Société d'exploitation

Parc Mail
6 allée Irène Joliot Curie
69800 Saint-Priest

Références : 2026 630 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007209267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement SAS Société d'exploitation implanté Route Nationale 10 16560 Aussac-Vadalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Société d'exploitation
- Route Nationale 10 16560 Aussac-Vadalle
- Code AIOT : 0007209267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien d'Aussac-Vadalle a été mis en service en 2010, avant que les parcs éoliens terrestres

fassent l'objet d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le parc a fait l'objet d'une lettre préfectorale du 12 janvier 2012 actant la demande du bénéfice d'antériorité de l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Balises lumineuses diurnes et nocturnes des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé qu'un des balisages lumineux d'une éolienne n'était pas fonctionnel ; ce point avait déjà fait l'objet d'une demande à l'issue d'un contrôle fin janvier 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Balise lumineuse diurne et nocturne des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Autre, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p> <p>R.243-1 du code de l'aviation civile : Le ministre chargé de la défense nationale peut prescrire le balisage de jour et de nuit ou le balisage de jour ou de nuit de tous les obstacles qu'il juge dangereux pour la navigation aérienne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'un passage à proximité du parc éolien depuis la RN10, l'inspecteur a relevé que le balisage lumineux de l'éolienne E3 du parc, n'était pas fonctionnel.</p> <p>Ce constat de dysfonctionnement du balisage lumineux a été observé par deux fois dans la journée du 23/04/2026 (à 8h45 et à 14h00). Il convient de remédier à ce dysfonctionnement.</p> <p>Les balisages lumineux des trois autres aérogénérateurs étaient quant à eux fonctionnels.</p> <p>Cette situation avait déjà été observée à deux reprises auparavant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 21 janvier 2026 : l'exploitant avait alors indiqué qu'une coupure haute tension (HT) survenue sur l'éolienne E2 le 14/01/2026 est à l'origine de l'arrêt complet de l'éolienne et de l'extinction du balisage lumineux (dû à la coupure totale de l'éolienne du réseau). La réparation de la cellule HT

<p>avait été réalisée et le balisage de nouveau fonctionnel ;</p> <p>- le 26 mars 2026 : dans son courriel du même jour, l'exploitant avait indiqué concernant le balisage de la E-02, « nous vous confirmons qu'une situation similaire à la dernière inspection se reproduit : l'éolienne est parfois déconnectée du réseau à cause de dysfonctionnements sur les cellules Haute Tension. Des équipes interviennent depuis plusieurs semaines à raison de 2 à 3 fois par semaine, et continueront d'intervenir cette semaine pour résoudre ce défaut HT. Entre deux interventions, l'éolienne est parfois laissée déconnectée et le balisage est donc désactivé par manque d'alimentation ».</p> <p>De ce qui précède, l'inspection constate que la problématique est récurrente et semble durable. Il apparaît donc nécessaire de fiabiliser les dispositifs permettant de garantir un fonctionnement des dispositifs de sécurité et de balisage des aérogénérateurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous une semaine, de mettre en œuvre les actions correctives <u>nécessaires et de façon durable</u> pour rendre fonctionnel le balisage lumineux diurne et nocturne de l' éolienne E3 du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>